



Mars 2021

EN QUOI LES ENERGIES RENOUVELABLES OCCUPENT- ELLES UN ROLE CENTRAL DANS L'ORIENTATION POLITICO- ECONOMIQUE CHINOISE ?



© AFP/STR

ECRIT PAR Titouan Czaszewicz



Titouan Czaszewicz est diplômé, en 2020, d'un Master 2 Relations Internationales et Diplomatie à l'Université Jean Moulin Lyon 3. Il a par la suite intégré une ONG en tant que Chargé de projets de développement économique et énergétique. Possédant un fort attrait pour les enjeux environnementaux et stratégiques, il lui tient à cœur de mettre mes compétences au service d'un développement responsable et durable. Les expériences acquises au cours de son cursus lui permettent aujourd'hui d'évoluer à l'international, au plus près des enjeux de demain.



INTRODUCTION

« *Laissez donc la Chine dormir, car lorsque la Chine s'éveillera, le monde entier tremblera* ». En 1817, Napoléon Bonaparte évoquait la puissance potentielle de la Chine sur la scène internationale et la forte influence qu'elle pourrait exercer.

Son rôle central n'est aujourd'hui plus à prouver, appuyé par une puissance économique plurielle. Afin de conserver cette prépondérance internationale, la Chine innove pour prendre part aux nouveaux enjeux qui dynamisent les relations interétatiques.

La prise de conscience mondiale autour des défis environnementaux fait de ces derniers un levier de puissance nouveau et prometteur pour les acteurs qui se positionnent en tant que leaders du secteur. La notion de sécurité environnementale est introduite dans le but de lier environnement et relations internationales. Elle englobe ainsi la considération, à l'échelle multilatérale, des enjeux environnementaux et les stratégies économiques et politiques qui en résultent. Ces dernières se retrouvent donc placées au cœur des échanges internationaux.

La Chine a, comme les autres acteurs de la scène internationale, développé une stratégie environnementale basée sur la recherche d'un statut de puissance politico-économique. Au cœur de ce rayonnement, le rôle des énergies renouvelables (ENR) est central et illustre la pleine orientation mise en place par les autorités chinoises.

Par cette analyse, nous serons amenés à découvrir la stratégie environnementale chinoise et analyser le rôle des nouvelles technologies et énergies renouvelables au sein de cette dernière.



La Chine, acteur central de l'échiquier politique environnemental

La prise de conscience environnementale Chinoise

La volonté chinoise d'adaptation aux tendances internationales l'a encouragée à largement orienter sa politique sur l'axe environnemental afin de prendre pleinement part aux interactions intergouvernementales. La gestion de la question climatique par la Chine a connu une évolution progressive, qui pourrait être divisée en cinq phases principales.

Les trois premières phases ont été structurantes pour la Chine. La première a consisté à réunir les pays en voie de développement afin de mettre en place une coopération par la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) de 1992. La seconde a illustré la volonté chinoise de se détacher des objectifs fixés par les Occidentaux afin de mettre leur développement économique national au cœur de leurs priorités, conditionnant son implication au respect des engagements fixés dans les pays développés. C'est donc sceptique que la Chine a amorcé, ce qui est qualifié de troisième phase¹ par Paul G. Harris et Yu Hongyuan, celle des premiers accords internationaux. C'est à partir de 1997 que la Chine signe le protocole de Kyoto (1998) puis le ratifie en 2002, marquant son entrée dans le jeu de la diplomatie verte mondiale. Cette nouvelle orientation met en place l'implication chinoise et illustre sa volonté de prendre part à l'élaboration des nouvelles normes.

Giulia Romano propose de définir une quatrième étape de l'approche environnementale chinoise. Cette dernière débute en 2007², à partir de l'engagement de la République Populaire de Chine (RPC) lors de la Conférence des Parties, la 13^{ème} CCNUCC (COP13). Cet événement inaugure une volonté de sensibiliser les pays en développement à la thématique environnementale afin de les inclure davantage dans les négociations. Une démarche réaffirmée lors des accords de Paris de la COP21³ en 2015, ratifiés en 2019. La cinquième et dernière étape est plus intemporelle et invite à considérer l'émergence d'une société civile chinoise consciente des enjeux environnementaux et désireuse de changements profonds et durables.

¹ HARRIS Paul. G. et HONGYUAN Yu, « Climate Change in Chinese Foreign Policy. Internal and External Responses », in Paul G. Harris (dir.)

² ROMANO Giulia C. Romano, « La Chine face au changement climatique : quelle(s) politique(s) ? », *Écologie & Politique*, vol. 47, 2013/2

³ GEMENNE François, « Du paria au leader, du leader au paria : les trajectoires croisées de la Chine et des États-Unis dans les négociations climatiques », *La Revue internationale et stratégique*, no 109, IRIS Éditions – Armand Colin, printemps 2018



Pour comprendre la stratégie chinoise, il est essentiel de considérer son niveau de développement économique et de contextualiser son implication dans les négociations climatiques. La crainte d'un ralentissement économique l'a longtemps encouragée à décliner les accords climatiques contraignants, vus par les autorités nationales comme un risque d'influence occidentale visant à enrayer son ascension. La Chine a développé une rhétorique de nuance des arguments occidentaux, mettant en avant les « émissions par tête »⁴, relativisant ainsi son impact environnemental. De plus, Pékin rappelle régulièrement l'impact des activités étrangères sur son territoire, représentant entre un quart et un tiers des émissions totales du pays. Par cet argument, les autorités dédouanent partiellement les activités chinoises et leurs responsabilités environnementales, insistant sur le développement économique qu'a connu le pays au cours de ces dernières décennies. La Chine cherche également à nuancer la corrélation établie entre le développement économique et l'environnement en différenciant le développement économique lié aux « *survival emissions* » de l'économie développée, qualifiée de « *luxury emissions* »⁵. La Chine a ainsi longtemps navigué entre volonté de prendre part au enjeux environnementaux internationaux et refus de la normalisation contraignante qu'elle incluait.

L'émergence d'une normalisation nationale et internationale

Si la politique chinoise s'est adaptée aux attentes internationales en matière environnementale, elle souhaite, depuis 2007, aller encore plus loin en étendant son influence lors des prises de décisions mondiales. Dans cette dynamique, en 2008, un ministère à la protection environnementale est créé, suivi d'un plan quinquennal à partir de 2011 (XII^{ème} plan) visant à faire de la Chine un acteur central des orientations environnementales internationales, notamment en matière énergétique. Ce sont les prémices de l'émergence d'un leadership vert, sur lequel nous reviendrons ultérieurement.

Représentant entre un cinquième et un quart de la consommation énergétique mondiale en 2010⁶, la Chine s'expose à une dépendance extérieure, principalement pour le charbon. Au cœur de cette influence étrangère, les entreprises multinationales sont responsables de plus de 80% des

⁴ Argument développé dans les années 90 lorsque les émissions chinoises moyennes par tête représentaient environ 60% des émissions moyennes mondiales. Aujourd'hui (Depuis 2018), elles ont néanmoins augmenté de 55%, les plaçant à un seuil supérieur à celui enregistrée dans l'Union Européenne.

⁵ KOBAYASHI Yuka, « Navigating between “luxury” and “survival” emissions: tensions in China’s multilateral and bilateral climate change diplomacy » in Paul G. Harris (dir.)

⁶ « La consommation d'énergie de la Chine a dépassé celle des États-Unis », *Le Point*, 8 juin 2011



importations et exportations du pays⁷ et donc des émissions liées à la consommation massive des énergies nationales. Cette problématique fait émerger une autre préoccupation, celle de la sécurité énergétique du pays. Afin d'y pallier, le gouvernement de Xi Jinping axe son développement sur l'élargissement de son mix énergétique, accompagné d'une pétro-diplomatie destinée à s'émanciper des énergies fossiles au profit des énergies « nouvelles », les ENR. Depuis les années 2000, la RPC s'affirme sur le marché des ressources décarbonées, jusqu'à représenter 1,2% de son PIB en 2017⁸.

Les investissements dans les ENR ont été multipliés depuis plusieurs années afin de diminuer les dépenses liées à l'importation de pétrole, estimées à 145 milliards en 2017 contre seulement 2,3 milliards en 1995. En 2019, l'Agence Internationale des Energies (AIE) prévoyait une dépendance chinoise au pétrole à hauteur de 79%, et le statut de premier consommateur, devant les Etats-Unis, d'ici à 2035. La recherche d'une diversification énergétique vise donc à limiter les dépendances et assurer une sécurisation ainsi qu'une plus grande autonomie.

Au-delà du marché international de l'énergie, la Chine connaît une influence interne nouvelle, orientant la stratégie du gouvernement, celle liée à l'émergence d'une société civile chinoise. Depuis les années 2000, le gouvernement chinois prête une attention grandissante aux contestations de la population. La dégradation de la situation environnementale remet en question le système politique chinois proposant un nouveau défi au Parti Communiste en place (PCC). Pour exemple, en 2005, aux prémices de l'affirmation de la société civile, ce sont plus de 50 000 « agitations populaires »⁹ qui ont été recensées pour motif environnemental. Relayés à l'international, ces mouvements populaires ont même conduit en 2011 à la fermeture d'usines, coupables de fortes pollutions ayant entraîné des décès. Ce fut le cas par exemple du complexe pétrochimique de Dalian, dans le nord-ouest du pays. La pollution, principale source de contestation, met à mal le système politique en place, affectant directement son économie. En effet, entre 2003 et 2013, la Chine, alors en plein développement économique, aurait dédié 10% de son PIB au traitement des rejets polluants¹⁰ selon la BCE. En 2015, le pays dirigé par Xi Jinping représentait 28% des rejets mondiaux de CO₂ pour un triste contre coup de 3 millions de morts annuels dû à la pollution atmosphérique.

La politique environnementale voulue par le gouvernement chinois vise donc à apaiser une opinion publique à l'influence grandissante, grâce à une communication large et appuyée.

⁷ « 80 % China's Processed Trade from Foreign Firms », *Xinhua*, 27 septembre 2011.

⁸ HACHE Emmanuel, « La Chine, nouveau laboratoire écologique mondial ? », *La Revue internationale et stratégique*, no 113, IRIS Éditions – Armand Colin, printemps 2019.

⁹ VERMANDER B., *Chine brune ou Chine verte ? Les dilemmes de l'État-parti*, Presses de Sciences Po, Paris, 2007, p. 83

¹⁰ FABREGAT S., « La Banque mondiale dessine un modèle de croissance verte pour la Chine », *Actu environnement*, 27 février 2012



Si la politique chinoise connaît un virage dans son orientation, la portant sur une dimension verte devenue centrale, les motivations restent également économiques, offrant au Parti Communiste Chinois, l'opportunité de s'affirmer un peu plus à l'international.



Environnementalisation de l'économie chinoise

L'opportunité des énergies renouvelables et des technologies vertes

En réponse aux attentes nationales et internationales, la politique chinoise s'est donc adaptée, mettant au cœur de sa stratégie l'innovation et la recherche de nouvelles technologies. En 2012, Daniel Yergin¹¹ introduit la notion « d'interdépendances constructives ». Par sa stratégie, la Chine cherche à inverser la tendance en rendant dépendants les autres acteurs. La RPC poursuit alors sa volonté *Go Global* avec une internationalisation des entreprises énergétiques chinoises et la rationalisation des ressources.

Afin d'assurer sa sécurité énergétique et le virage économique qui en découle, Xi Jinping s'appuie sur une capacité d'innovation puissante et réactive. Grâce à elle, en 2018, la Chine représentait 30% de l'énergie solaire mondiale¹² et 29% des capacités éoliennes sur son territoire. Son développement massif, porté par de larges investissements, a permis d'augmenter de 100% en dix ans¹³ les énergies solaires en Chine, là où la moyenne mondiale est de 45%, et 53% aux Etats-Unis. C'est cette dynamique qui lui a permis d'accéder au statut de leader dans le secteur des énergies renouvelables¹⁴. Véritable fer de lance de la nouvelle économie chinoise, les grands groupes spécialisés dans les technologies vertes favorisent un rayonnement mondial basé sur l'exemple et la défense des biens communs mondiaux. Les énergies renouvelables, et la « technologie bas carbone » qui les accompagne, offrent à la Chine la possibilité d'allier image internationale et développement économique. Comme nous l'évoquions précédemment, les normes internationales dans ce secteur ont longtemps été considérées comme contraignantes et comme un frein à l'économie chinoise. Aujourd'hui, comme pour l'équilibre énergétique, la RPC tourne les normes internationales à son avantage par l'intermédiaire d'un strict respect des objectifs fixés afin d'affirmer sa domination par un *soft power* environnemental envers l'Occident. La stratégie technologique chinoise est également encouragée par un dépôt massif de brevets, jusqu'à devenir

¹¹ YERGIN Daniel, *The Quest : Energy, Security, and the Remaking of the Modern World*, Londres, Penguin Books UK, 2012

¹² HACHE Emmanuel, « La Chine, nouveau laboratoire écologique mondial ? », *La Revue internationale et stratégique*, no 113, IRIS Éditions – Armand Colin, printemps 2019.

¹³ A partir de l'analyse de HACHE Emmanuel, la période évoquée est 2007-2017.

¹⁴ Dans le classement des dix premières entreprises mondiales de panneaux solaires, six sont chinoises et quatre en occupent les premières places (JinkoSolar, JA Solar, Trina Solar, LONGi Solar), voir Finlay Colville, « Top 10 solar module suppliers in 2018 », PVTECH, 23 janvier 2019



en 2019, le premier déposant au monde devant les Etats-Unis, avec 58 990 demandes de dépôts auprès de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) selon l'INPI¹⁵. Ce changement est profond et laisse entrevoir les fondations d'un développement de long terme, comme l'explique Francis Gurry, directeur général de l'OMPI « *La croissance rapide de la Chine pour devenir le premier déposant de demandes de brevet internationales via l'OMPI souligne un changement à long terme dans le glissement de l'innovation vers l'Est, les déposants basés en Asie représentant désormais plus de la moitié de toutes les demandes PCT* »¹⁶. Sur les vingt dernières années, le Chine a multiplié par deux cent le nombre de brevets déposés, illustrant un savoir-faire et une capacité d'innovation industrielle et technologique redoutable. Si ces chiffres concernent l'ensemble des secteurs économiques chinois, ils sont représentatifs de la dynamique amorcée dans le pays.

Ce développement d'envergure permet à Pékin d'être le premier producteur d'énergies vertes, le premier fabricant d'équipements photovoltaïques et le premier investisseur éolien et hydroélectrique. De plus, afin de s'émanciper des énergies fossiles (pétrole, charbon), la RPC s'est largement orientée vers l'électrique, lui permettant également de revendiquer 80% à 90% de la production des batteries électriques et lui offrant la première place sur le marché des voitures nouvelles énergies¹⁷.

Après avoir été l'atelier du monde, la Chine se positionne aujourd'hui en laboratoire, un changement plus long mais aux bénéfices durables, permettant l'accès à une potentielle hégémonie mondiale. Pour soutenir ce processus, l'Empire du milieu a lancé en son plan *Made In China 2025* encourageant l'exploitation de ressources nationales, les Terres Rares (TR) essentielles au développement des nouvelles technologies.

La recherche d'un leadership environnemental

La République Populaire de Chine, malgré sa volonté politique d'adaptabilité, a dû trouver les ressources pour permettre un investissement massif dans les énergies vertes. Au cœur de sa puissance

¹⁵ Source INPI, Chiffres clés 2019 de l'OMPI : la Chine, premier déposant de demandes internationales de brevets, Edition du 24 / 04 / 2020

¹⁶ La Chine devient le principal déposant de demandes internationales de brevet en 2019, dans un contexte de forte croissance des services de propriété intellectuelle, des adhésions aux traités et des recettes de l'OMPI Genève, 7 avril 2020, Source OMPI, PR/2020/848.

¹⁷ VOITA Thibaud, La puissance énergétique chinoise, De géant du charbon à champion vert ? Dans *Les chocs du futur* (2018)



économique, ce sont les richesses présentes dans son sous-sol qui lui permettent d'assurer cette transition jusqu'à l'obtention du statut de leader mondial.

Xi Jinping, dans la continuité de son prédécesseur, a compris que la sécurité environnementale et énergétique est la clef de voute de l'hégémonie de demain. Pour appuyer une dominance dans le secteur des ENR, la Chine a pris le contrôle des ressources nécessaires, afin d'équilibrer un mix énergétique dépendant encore à 80% des énergies fossiles¹⁸. La dépendance subie lors des crises pétrolières passées a incité Pékin à diversifier ses ressources énergétiques afin de passer d'une vulnérabilité à une sensibilité, comme l'évoque Keohane dans son écrit *Power and interdependence*¹⁹, dès 2000, c'est-à-dire capable de substituer.

Par les terres rares, la Chine accède à un développement technologique ultra-rapide. Ces nouvelles ressources représentent l'optimisation et la performance, le « Mieux, plus vite ». Grâce à ces métaux, présents dans toutes les nouvelles technologies, la Chine a non seulement affirmé son hégémonie en matière de technologie environnementale, mais s'est aussi rendue indispensable aux autres Etats désireux de promouvoir leur propre capacité technologique. Pour exemple, 91% des importations de terres rares des Etats-Unis proviennent de Chine. Il en est de même pour le Japon, premier pays des hautes technologies (moteurs électriques et hybrides), que la RPC fournit à 81%. Propulsé par ses grandes entreprises, l'Empire du milieu affirme son importance grandissante à l'international²⁰, grâce notamment à Huawei, Lenovo ou encore ZTE, qui constituent le rayonnement chinois, véritable *soft power* technologique. Avec un tiers des ressources et 95% de la production, la Chine se positionne en dominant incontestable des terres rares. Malgré une politique agressive d'achat des terres et d'exploitations polluantes, la stratégie chinoise porte ses fruits et suit la logique paradoxale d'exploitation plus polluante bénéficiant à la cause environnementale, conduisant Guillaume Pitron, dans son ouvrage référence, à qualifier cette méthode globale de « sale guerre des terres rares »²¹.

Les enjeux liés à ces métaux conduisent les Etats à mener la « guerre des métaux rares », chacun cherchant à diminuer ses dépendances tout en augmentant sa propre influence. Nous retrouvons ainsi le processus que subissait la Chine à l'égard des ressources fossiles et qui aujourd'hui s'inverse au dépend des pays occidentaux. Afin de contester l'hégémonie chinoise, les autres puissances ont une nouvelle fois recours aux normes internationales, tentant de remettre en question une situation de quasi-monopole mis en place par Pékin. Selon les Etats-Unis, le Japon et l'Union Européenne, l'extraction

¹⁸ VOITA Thibaud, La puissance énergétique chinoise, De géant du charbon à champion vert ? Dans Les chocs du futur (2018)

¹⁹ KEOHANE R. O. et NYE J. S, *Power and Interdependence*, 3e éd., Longman, New York, 2000, p. 10-13.

²⁰ NIQUET Valérie La Chine et l'arme des terres rares, Dans *Revue internationale et stratégique* 2011/4 (n° 84)

²¹ PITRON Guillaume "La Guerre des métaux rares"



chinoise ne respecte pas la Charte de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et devrait donc être limitée afin de ne pas mettre en concurrence les acteurs en aval de la chaîne de valeur qui cherchent à y prendre part²². Paradoxalement, la Chine critique la présence de multinationales étrangères sur son territoire, coupables de fortes quantités de rejets de CO₂, tout en poursuivant sa stratégie d'attractivité nationale autour de l'extraction des terres rares. Pour tenter de limiter l'influence chinoise, le Japon et la France cherchent à développer l'exploitation domestique, comme dans le Pacifique Sud²³ et en Nouvelle Calédonie avec le nickel. Néanmoins, les ressources extraites restent largement insuffisantes pour permettre de se passer des apports chinois.

Ces métaux rares sont devenus un levier stratégique essentiel pour la Chine car, à la différence des autres ressources énergétiques, ils ne connaissent pas encore de substituts et répondent dans le même temps à une demande croissante ainsi qu'aux défis environnementaux par un paradoxe : plus polluer pour plus dépolluer.

²² MILLER J. et AREDDY J., « Trade Judges See Flaw in China Policies », Preliminary WTO Report, 2013

²³ -VALERIAN François Métaux rares et dépendance stratégique, Dans Annales des Mines - Responsabilité et environnement 2016/2 (N° 82), pages 40 à 44



CONCLUSION

La stratégie environnementale chinoise repose sur une volonté politique forte, soutenue par une capacité économique semblant inépuisable. Par son implication progressive dans la normalisation environnementale internationale, la Chine a connu un développement économique ultra rapide et durable grâce à une innovation constante. Le choix politique d'une orientation environnementale reposant sur les énergies renouvelables et les terres rares constitue un basculement pour l'Empire du milieu. Il illustre une volonté de renouveau, la recherche d'une nouvelle hégémonie mondiale, capable de pérenniser un modèle politique contesté. Grâce à l'alliance du politique et de l'économique, la République Populaire de Chine assoit son rayonnement international et influe davantage sur les négociations interétatiques.

Ce rayonnement multiscalair et large répond à une stratégie de long terme établie par le gouvernement mené par Xi Jinping, visant à se présenter en tant qu'acteur central lors du principal défi de demain, la recherche d'une sécurité environnementale globale.